

MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DES AMENAGEMENTS HYDRO-AGRIQUES ET DE LA
MECANISATION

-- -- -- -- --

SECRETARIAT GENERAL

-- -- -- -- --

PROJET NEER-TAMBA

-- -- -- -- --

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET
RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL

*Avis à Manifestation d'intérêt N°2021-09M/MAAHM/SG/PROJET NEER-TAMBA du
09/06/2021*

*Accompagnement du Projet NEER-TAMBA à la création d'une base de données unique
pour le Projet*

Financement : *Accord de Don FIDA N°. I-DSF- 8111-BF du 04 février 2013
Prêt N°.I-895-BF et Don N°.I-DSF-8111A-BF du 07 Avril 2014*

1. La présente sollicitation de manifestations d'intérêt fait suite au plan de passation des marchés publics de l'année 2021 du PROJET NEER-TAMBA.
2. Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet NEER-TAMBA, financé par les accords de Don (I-DSF-BF, I-DSF-8111A-BF et 20000001662/FEM-PAI) et de prêt I-DSF-895-BF, l'Unité de Gestion du Projet (UGP) à l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché de services de prestations intellectuelles : *Accompagnement du Projet NEER-TAMBA à la création d'une base de données unique pour le Projet.*
3. Description des prestations. Les services comprennent entre autres **la création d'une nouvelle base de données regroupant les bases de données existantes au niveau du projet.**
4. Critères d'évaluation. Le **PROJET NEER-TAMBA** invite, par le présent avis à manifestation d'intérêt, les **consultants individuels** intéressés à présenter leurs manifestations d'intérêt sous plis fermés et un candidat (en l'occurrence le plus expérimenté) sera sélectionné conformément aux directives du FIDA et aux dispositions du décret N°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 1er février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public.
5. Les candidatures seront évaluées sur la base des critères ci-après :

- **les qualifications du candidat**¹ avoir au moins un niveau bac + 4 en informatique ou un profil similaire avec cinq (05) années d'expériences générales au minimum;
- **les références du candidat** concernant l'exécution de marchés similaires : expériences spécifiques dans la conception et la mise en place d'applications informatiques réalisées sur Excel ;

NB : Le consultant le plus expérimenté (c'est-à-dire celui ayant le plus grand nombre d'expériences spécifiques) sera retenu et sera invité à faire une proposition technique et financière, puis à négocier le contrat.

6. Informations supplémentaires. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence à l'adresse suivante : **Projet NEER-TAMBA sis à Ouaga 2000 côté Nord de Joly Hôtel, Adresse : 15 BP 233 Ouagadougou 15 Téléphone : 25 37 47 44** et aux heures suivantes du **lundi au vendredi de 08h00mn à 16h00 mn** ou sur le site du Projet NEER-TAMBA www.neertamba.org.

7. Composition, date et lieu de dépôt. Les manifestations d'intérêt sont composées comme suit :

- la lettre de manifestation d'intérêt adressée à Monsieur le Coordonnateur du PROJET NEER-TAMBA ;
- le CV daté et signé mettant en exergue les expériences spécifiques conformément au modèle joint ;
- le diplôme légalisé ;
- les preuves de références similaires (joindre les copies de la page de garde et de signature des contrats ainsi que les attestations de service fait ou de bonne fin).

Elles doivent être déposées à l'adresse ci-après **au secrétariat du Projet NEER-TAMBA sis à Ouaga 2000 côté Nord de Joly Hôtel, Adresse : 15 BP 233 Ouagadougou 15 Téléphone : 25 37 47 44** au plus tard le **vendredi 18 juin 2021 à 09h00mn**.

NB : la consultation du présent avis à manifestation d'intérêt ainsi que les termes de références y relatifs peut se faire sur le site du Projet NEER-TAMBA : www.neertamba.org.

Ouagadougou, le 09 juin 2021

Le Coordonnateur

Koudrègma ZONGO

Officier de l'Ordre National

¹ joindre le CV daté et signé conformément au modèle, le diplôme légalisé

Modèle de Curriculum vitae (cv) du consultant individuel

1. Etat civil

- Nom et prénom (s),
- Profession,
- Date de naissance,
- Nationalité,
- Adresse postale,
- Téléphone,
- E-mail.

2. Fonctions actuelles [Indiquer les fonctions et postes occupés actuellement]

3. Principales qualifications [Domaines de compétences et nombre d'années d'expériences]

4. Education [Indiquer les études universitaires et autres études spécialisées de l'employé ainsi que les noms des institutions fréquentées, les diplômes obtenus et les dates auxquelles ils l'ont été du plus récent au plus ancien]

5. Affiliation à des associations/groupements professionnels _____

6. Autres formations [Indiquer toute autre formation reçue depuis 4 ci-dessus] _____

7. Pays où le candidat a travaillé [Donner la liste des pays ou le candidat a travaillé au cours des 10 dernières années] :

8. Langues : [Indiquer pour chacune le degré de connaissance : bon, moyen, médiocre pour ce qui est de la langue parlée, lue et écrite]

9. Expérience professionnelle : [En commençant par son poste actuel, donner la liste par ordre chronologique inverse de tous les emplois exercés par le candidat depuis la fin de ses études. Pour chaque emploi (voir le formulaire ci-dessous), donner les dates, le nom de l'employeur et le poste occupé.]

Depuis [année] _____ jusqu'à [année] _____

Employeur : _____

Poste : _____

<p>10. Expérience du candidat qui illustre le mieux sa compétence <i>[Donner notamment les informations suivantes qui illustrent au mieux la compétence professionnelle du candidat pour les tâches mentionnées au point 10]</i></p> <p>Nom du projet ou de la mission : _____</p> <p>Année : _____</p> <p>Lieu : _____</p> <p>Principales caractéristiques du projet : _____</p> <p>Poste : _____</p> <p>Activités : _____</p>	<p>11. Détail des tâches exécutées <i>[Indiquer toutes les tâches exécutées pour chaque mission]</i></p>
--	---

12. Attestation :

Je, soussigné, certifie, en toute conscience, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience.

_____ Date : _____
[Signature du consultant] *Jour/mois/année*

A REMPLIR OBLIGATOIREMENT PAR LES CANDIDATS

Formulaire d'auto-certification

Le présent formulaire d'auto-certification doit être rempli par le soumissionnaire. Le soumissionnaire doit ensuite le renvoyer, accompagné de l'offre/la proposition au **Projet NEER-TAMBA**. Les instructions à suivre pour remplir le formulaire figurent ci-après.

Dénomination sociale du soumissionnaire:	
Nom et fonction du représentant légal du soumissionnaire:	
Titre du marché:	
Date:	

Je certifie par la présente que je suis le représentant autorisé de **[Nom du soumissionnaire]** et certifie également que les informations fournies dans le présent formulaire sont véridiques et exactes à tous égards importants. Je comprends que toute anomalie significative, fausse déclaration ou non-transmission d'informations requises par le présent formulaire peut entraîner des sanctions et des recours, y compris l'interdiction permanente de participer à des activités ou des opérations financées ou gérées par le FIDA, conformément aux Directives du FIDA relatives à la passation des marchés, au Manuel de passation des marchés du FIDA ainsi qu'à toutes les autres politiques et procédures applicables du FIDA, y compris la **Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations** (disponible à l'adresse www.ifad.org/anticorruption_policy).

Signature autorisée: _____ **Date:** _____

Nom du signataire en lettres capitales: _____

- Le soumissionnaire certifie que lui-même, son/ses propriétaire(s), ses agents, sous-consultants, sous-traitants, partenaires de consortium ou de coentreprise n'ont recours à **AUCUNE** pratique frauduleuse, ni à **AUCUN** fait de corruption, de collusion, de coercition ou d'obstruction en lien avec la présente procédure de passation de marchés.
- Le soumissionnaire certifie que lui-même, son/ses propriétaire(s), ses agents, sous-consultants, sous-traitants, partenaires de consortium ou de coentreprise ne font l'objet d'**AUCUNE** condamnation pénale, sanction administrative ou suspension temporaire liée à des pratiques frauduleuses ou fait de corruption, de collusion, de coercition ou d'obstruction.
- Le soumissionnaire certifie que lui-même, son/ses propriétaire(s), ses agents, sous-consultants, sous-traitants, partenaires de consortium ou de coentreprise ne font l'objet d'**AUCUNE** exclusion relevant de l'Accord d'exécution mutuelle des décisions d'exclusion².
- Le soumissionnaire certifie qu'il n'existe aucun conflit d'intérêts³, avéré ou potentiel, susceptible d'influer sur sa capacité à agir dans l'intérêt du **Projet NEER-TAMBA** ou du Fonds, s'agissant de lui-même, de son/ses propriétaire(s), ses agents, de sous-consultants, de sous-traitants, ou encore de partenaires de consortium ou de coentreprise.
- Le soumissionnaire certifie qu'**AUCUNE** gratification (ni aucun frais, cadeau, commission ou autre élément de valeur) n'a été payée ou donnée, ou ne sera payée ou donnée, dans le cadre de la présente procédure d'appel d'offres.

OU

- [À remplir si la case précédente n'a pas été cochée]**

Le soumissionnaire déclare que les gratifications, frais, commissions, cadeaux ou autres éléments de valeur suivants ont été payés ou versés, ou seront payés ou versés, dans le cadre de la présente procédure d'appel d'offres:

- [Nom du bénéficiaire/Adresse/Date/Justification/Montant]
- [Nom du bénéficiaire/Adresse/Date/Justification/Montant]
- [Nom du bénéficiaire/Adresse/Date/Justification/Montant]

² Accord conclu avec le Groupe de la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Pour plus d'informations, consulter les données à l'adresse suivante: <http://crossdebarment.org/>.

³ Il y a conflit d'intérêts lorsque les intérêts privés ou personnels d'un soumissionnaire peuvent influencer ou paraître influencer sur l'exercice impartial et objectif de ses tâches. Par intérêts privés ou personnels, on entend les situations dans lesquelles un soumissionnaire semble bénéficier indûment, de manière directe ou indirecte, ou permettre à un tiers de bénéficier indûment, de ses liens avec une entreprise ou un organisme travaillant directement ou indirectement pour le projet.

INSTRUCTIONS À SUIVRE POUR REMPLIR LE FORMULAIRE D'AUTOCERTIFICATION

Le soumissionnaire s'engage à vérifier que lui-même, son/ses propriétaire(s), ses agents, sous-consultants, sous-traitants, partenaires de consortium ou de coentreprise ne font l'objet d'**AUCUNE** exclusion relevant de l'Accord d'exécution mutuelle des décisions d'exclusion.

Le soumissionnaire s'engage à suivre la procédure décrite ci-après pour vérifier que lui-même, son/ses propriétaire(s), ses agents, sous-consultants, sous-traitants, partenaires de consortium ou de coentreprise ne figurent **PAS** sur la liste des entreprises et des individus non admissibles de la Banque mondiale (accessible à l'adresse suivante: <https://www.worldbank.org/en/projects-operations/procurement/debarred-firms>) en raison d'une "exclusion croisée".

La liste de la Banque mondiale des entreprises et des individus non admissibles est une base de données qui peut être consultée si l'on souhaite savoir si une personne ou une entreprise est admissible.

Le soumissionnaire doit imprimer, dater et joindre au présent formulaire d'autocertification la/les page(s) de résultats, avec la mention "Absence d'exclusion".

Si un/des résultat(s) s'avère(nt) défavorable(s) (c'est-à-dire si la/les page(s) de résultats montre(nt) qu'un ou plusieurs individus ou une ou plusieurs entités, soumissionnaire y compris, ne sont pas admissibles parce qu'ils font l'objet d'une exclusion croisée) et que le soumissionnaire estime qu'il s'agit d'un "résultat positif erroné", il doit immédiatement en informer le **Projet NEER-TAMBA**.

TERMES DE REFERENCE



BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice



**MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES AMENAGEMENTS HYDRO-AGRIQUES
ET DE LA MECANISATION**

.....
SECRETARIAT GENERAL

.....
**PROJET DE GESTION PARTICIPATIVE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE
DEVELOPPEMENT RURAL DU NORD, CENTRE-NORD ET EST**

"PROJET NEER-TAMBA"

15 BP 233 Ouagadougou 15

Tél : 25 37 47 44

Site web : www.neertamba.org

**TERMES DE REFERENCE RELATIFS AU RECRUTEMENT D'UN
CONSULTANT POUR L'ACCOMPAGNEMENT DU PROJET
NEER-TAMBA A LA CREATION D'UNE BASE DE DONNEES
UNIQUE POUR LE PROJET**



Jun 2021

Table des matières

I.	<i>Brève présentation du Projet Neer-Tamba</i>	11
1.1.	<i>Encrage institutionnel et cadrage du Projet</i>	11
1.2.	<i>Objectif du Projet et axes d'intervention</i>	11
1.3.	<i>Les résultats attendus</i>	12
1.4.	<i>Les groupes cibles du projet</i>	12
1.5.	<i>Les composantes du projet</i>	12
1.6.	<i>Budget du projet</i>	13
II.	<i>Contexte et justification de l'étude</i>	13
III.	<i>Objectifs de la mission</i>	14
IV.	<i>Résultats attendus</i>	15
V.	<i>Mandat du consultant</i>	15
VI.	<i>Livrables attendus du consultant</i>	15
VII.	<i>Profil du consultant individuel à mobiliser</i>	16
VIII.	<i>Calendrier de travail et niveau d'effort</i>	16
IX.	<i>Critères de sélection</i>	16
X.	<i>Dossier de candidature</i>	16
XI.	<i>Lieu de tenue de l'atelier de validation et participants</i>	17

I. Brève présentation du Projet Neer-Tamba

1.1. Encrage institutionnel et cadrage du Projet

Le projet de gestion participative des ressources naturelles et de développement rural du Centre-Nord, Nord et Est (Projet NEER-TAMBA) est un projet de catégorie B, conçu par le Gouvernement du Burkina Faso avec l'appui du Fonds international de développement agricole (FIDA). Pour prendre en compte les aspects environnementaux, des ressources additionnelles ont été accordées par le Fonds Mondial pour l'Environnement (FEM) au Projet Neer-Tamba. Le projet est Placé sous la double tutelle financière et technique du ministère en charge de l'Economie et du Ministère en charge de l'Agriculture.

Le projet Neer-Tamba est en cohérence avec les grandes orientations de développement décrites dans le Plan national de développement économique et social (PNDES) qui est le document de politique nationale sur la période 2016-2020. Il intervient dans l'axe 3 du PNDES intitulé "dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et les Emplois" à travers l'accompagnement et la mise en œuvre de la Politique nationale de développement à travers le Programme National du Secteur Rural (PNSR).

De façon spécifique, le projet s'exécute depuis 2014, dans les régions du Nord, du Centre-Nord et de l'Est et accompagne notamment la mise en œuvre du nouveau cadre institutionnel du secteur rural. Ainsi, les Chambres d'Agriculture assurent un rôle de maîtrise d'ouvrage déléguée à travers une Convention de Délégation de Maîtrise d'Ouvrage accordée par l'Etat.

1.2. Objectif du Projet et axes d'intervention

L'objectif de développement du Projet est l'amélioration des conditions de vie et de revenus des populations rurales les plus défavorisées. De façon spécifique, il appui les populations cibles à construire et renforcer leur autonomie et leur capacité à jouer un rôle moteur croissant, pleinement reconnu par les autres acteurs, dans la construction d'un tissu économique et social durable.

Pour faciliter l'atteinte des résultats, trois (3) axes d'intervention ont été retenus. Il s'agit de (i) l'accroissement de la résilience des ménages, des exploitations et des villages face aux aléas climatiques, (ii) l'accession des ménages à une capacité d'autonomie économique et financière suffisante pour leur permettre, au sein de leur milieu rural de résidence, de se projeter mieux vers l'avenir, (iii) la construction et le renforcement d'un tissu social et économique favorable et incitatif à cette prise d'autonomie, dont les populations cibles seront des acteurs/partenaires à part entière.

1.3. Les résultats attendus

Au terme de la mise en œuvre du projet, les résultats quantitatifs suivants doivent être atteints :

- 6484 ha de bas-fonds sont mis en culture,
- 496 ha de terres sont cultivés en maraîchage,
- 32 000 ha de terres (superficies additionnelles) sont récupérés, les femmes et les jeunes ont un accès à la terre plus durable,
- 15 000 personnes de 382 villages auront accès au programme IEC,
- le fonds d'appui contribue à 3736 microprojets,
- 8 000 tonnes de céréales sèches en production additionnelle sont produites,
- 25 000 tonnes de riz et 16 000 tonnes de produits maraichers sont produites,
- environ 29 000 personnes ont accès à une alphabétisation fonctionnelle,
- 15 000 personnes de 382 villages ont accès au programmes IEC.

1.4. Les groupes cibles du projet

La zone d'intervention du Projet est constituée des régions de l'Est, du Centre-Nord et du Nord. Pour cela, le projet intervient dans les 12 provinces des trois régions soient un total de 86 communes et d'environ 2 300 villages.

La population cible du Projet (estimée à 190 000 ménages, soit environ 1 250 000 personnes) est constituée des ménages ruraux touchés par la pauvreté monétaire et par l'insécurité alimentaire, soit un peu plus de la moitié (53,4%) des ménages de la zone du Projet (46% pour le Nord, 38% pour le Centre-Nord et 31% pour l'Est). Le groupe cible sera constitué d'environ 40 000 ménages (dont un tiers au moins de jeunes ménages) qui bénéficieront directement d'un ou plusieurs appuis du Projet. Le nombre de femmes qui accéderont directement, à titre personnel, à un ou plusieurs appuis du Projet est estimé à au moins 30 000 bénéficiaires.

1.5. Les composantes du projet

Le projet poursuivra l'atteinte de ces objectifs à travers quatre composantes interdépendantes :

- **Composante 1** : "Petits Aménagements Fonciers Villageois", elle s'exécute à travers la réalisation des petits aménagements fonciers et vise essentiellement à améliorer la résilience des ménages/exploitations familiales face aux aléas climatiques, mais aussi à contribuer à créer ou renforcer leur autonomie financière. Cette composante comprend un volet-aménagements et un volet foncier.
- **Composante 2** : "Intensification des petites exploitations et valorisation de leurs productions", elle a pour but l'intensification des petites exploitations et la valorisation de leurs productions à travers la diffusion de bonnes pratiques et le financement d'initiatives et innovations locales susceptibles d'améliorer durablement l'autonomie économique des populations cibles. Cette composante

comprend une sous-composante sur le "renforcement de l'offre de services d'appui conseil" et une sous-composante sur "l'appui aux initiatives locales de développement de la production agricole, de l'élevage ou de la valorisation des ressources naturelles".

- **Composante 3** : "Structuration des acteurs et mise en réseaux", elle vise le renforcement des capacités des populations cibles et des organisations rurales, l'appui institutionnel aux Chambres Régionales d'agriculture (CRA) et aux directions régionales (DR). Cette composante se décline en trois sous-composantes : (i) le renforcement des capacités des populations cibles, des organisations rurales et des élus locaux, (ii) l'appui institutionnel aux chambres régionales d'agriculture (CRA) et l'appui institutionnel aux directions régionales (DR).
- **Composante 4** : Gestion du Projet et Suivi-Evaluation : Cette composante permettra de gérer et de coordonner plus efficacement les activités du projet. Aussi, permettra-t-elle d'appuyer la coordination, la gestion administrative et financière du programme ainsi que le suivi et l'évaluation.

1.6. Budget du projet

Le budget initial du projet était de 113 298 000 USD, soit environ 56 milliards 649 millions de FCFA. Un financement additionnel FEM d'un montant de à 7,3 millions de USD a été acquis en avril 2017 ramenant ainsi le budget total du projet à 60 647 296 000 CFA.

Ce financement vient renforcer pour une durée de 5 ans (2017-2021) le projet de gestion participative des ressources naturelles et de développement rural du Nord, du Centre-Nord et de l'Est (dit projet Neer-Tamba) pour contribuer à la mise à l'échelle des bonnes pratiques.

II. Contexte et justification de l'étude

Le projet Neer-Tamba s'exécute suivant une approche intégrée et prend en compte plusieurs volets du développement rural notamment la production agricole, l'éducation et la santé. Il s'agit d'accompagner entre autres le développement simultané de l'agriculture, de l'élevage et de la sylviculture au niveau local.

A l'effet de réussir la mise en œuvre de tous les volets de l'intervention, le projet Neer-Tamba a noué des partenariats avec plusieurs acteurs dont des ONG, des prestataires privés et des structures étatiques en charge du développement rural. Le but est de faciliter la prise en compte des acteurs/producteurs organisés en groupements, unions, fédérations ou coopératives d'une part et d'autres parts de promouvoir les activités des producteurs individuels ainsi que le renforcement des structures déconcentrées de l'Etat.

Aussi, l'approche d'intervention du Projet (approche intégré) implique la prise en compte de plusieurs domaines/activités tels que l'amélioration de la production agricole, l'approvisionnement en intrants agricoles, la gestion durable des

ressources naturelles, la transformation locale, la commercialisation et le financement des microprojets. Le suivi de toutes ces activités s'appuie sur un dispositif de suivi-évaluation basé sur les acteurs de mise en œuvre et mis en place depuis le début de l'intervention. Le dispositif de suivi-évaluation du projet permet la remonté, le traitement, la consolidation des données sur la mise en œuvre en lien avec l'ensemble des domaines/activités.

Pour éviter des pertes de données/informations et faciliter la planification du projet, les principaux acteurs du dispositif de suivi-évaluation ont mis en place des outils et des bases de données d'aide à la sauvegarde et à l'organisation des données/informations. De façon spécifique, on peut relever entre autres la base de données (i) sur les microprojets du fonds d'appui et du fonds d'investissement, (ii) sur les aménagements agricoles réalisés, (iii) sur l'appui conseil, (iv) sur la liste des infrastructures.

Cependant, la mise en place de plusieurs bases de données au niveau du Projet et de ces partenaires ne permet pas d'optimiser le temps de leurs mis à jour et engendre parfois des incohérences d'une source de données à l'autre. Ce constat a été fait par la mission d'appui conjointe de juillet 2020 qui a préconisé à travers une recommandation de "créer des passerelles entre les bases de données existantes pour disposer d'une base unique pour le Projet". Pour accélérer la mise en œuvre de cette recommandation, la mission de supervision conjointe du projet d'octobre 2020 a retenu comme une mesure forte et consensuelle "d'accélérer le processus de mise en place d'une base de données de suivi-évaluation unique regroupant l'ensemble des bases existantes".

Dans la perspective de mettre en œuvre la recommandation sur la création d'une base de données unique au sein du Projet, l'Unité de Gestion du Projet (UGP) envisage recruter un consultant en vue d'une fusion de l'ensemble des bases de données existantes dans une base unique à restituer aux acteurs. Les présents TDR ont été élaborés pour encadrer le recrutement du consultant en charge de la fusion des bases de données existantes et la création d'une base de données unique au niveau du Projet.

III. Objectifs de la mission

L'objet global de la mission est de réaliser la fusion de l'ensemble des bases de données existantes et de créer une base unique au niveau du Projet.

Spécifiquement et avec l'UGP, il s'agira :

- d'établir la liste des bases de données existantes au niveau du projet ;
- de collecter et analyser les bases ou les données/informations contenues dans les bases de données existantes ;

- de fusionner l'ensemble des bases de données existantes en garantissant une bonne cohérence entre les données et informations ;
- créer une nouvelle base de données sur la base de la fusion de toutes les bases existantes ;
- faire une collecte de données complémentaires afin de tenir la nouvelle base de données à jour ;
- restituer et faire valider la base de données avec la participation de tous les acteurs.

IV. Résultats attendus

Les résultats attendus sont :

- la liste des bases de données existantes au niveau du projet est établie ;
- un diagnostic des différentes bases de données existantes est réalisé ;
- les bases ou les données/informations contenues dans les bases de données existantes sont collectées et analysées ;
- l'ensemble des bases de données existantes sont fusionnées ;
- une nouvelle base de données est créée ;
- une collecte de données complémentaires afin de tenir la nouvelle base de données à jour est effectuée ;
- la nouvelle base de données est restituée et validée par les acteurs.

V. Mandat du consultant

Il s'agit pour le consultant retenu de créer une nouvelle base de données regroupant les bases de données existantes au niveau du projet.

De façon spécifique, il s'agit pour le consultant :

- d'organiser une rencontre de cadrage de la mission avec l'UGP afin d'établir la liste des bases de données existantes ;
- de diagnostiquer l'ensemble des bases de données existantes ;
- d'organiser la collecte et l'analyse de données et informations nécessaires ;
- de créer la nouvelle base de données en réalisant la fusion de l'ensemble des bases de données existantes ;
- de restituer aux acteurs la nouvelle base de données créée.

VI. Livrables attendus du consultant

Dans le cadre de cette mission, le Consultant devra fournir à l'Unité de gestion du projet (UGP) les livrables ci-après :

- **Un rapport de démarrage** qui sera déposé **7 jours** calendaires après le démarrage de la mission. Ce rapport devra indiquer la liste des bases de données concernées par la fusion et le scénario de la fusion.

- **Un rapport d'étape** à déposer **21 jours** après calendaires après le démarrage de la mission. Ce rapport devra indiquer clairement le point de la fusion ainsi que les données et informations manquantes pour réaliser une base complète.
- **Une nouvelle base de données provisoire**, à déposer à l'UGP **45 jours** après calendaires après le démarrage de la mission. Cette version fera l'objet d'examen et de validation avec les acteurs lors d'un atelier.
- **Une nouvelle base de données en version finale**, intégrant les amendements formulés à la validation, sera déposé **15 jours** calendaires après la rencontre.

VII. Profil du consultant individuel à mobiliser

Le profil souhaité pour le recrutement du consultant individuel est :

- avoir au moins un niveau BAC +4 en informatique ou un profil similaire
- avoir au moins cinq (05) années d'expériences générales ;
- disposer d'au moins une (01) expérience spécifique dans la conception et la mise en place d'applications informatiques réalisées sur Excel ;

NB : Le consultant a la possibilité de s'adjoindre un assistant pour la réalisation de la mission.

VIII. Calendrier de travail et niveau d'effort

Le consultant individuel proposera un chronogramme prévisionnel de travail en tenant compte de la durée maximale de la prestation qui est de **soixante (60) jours calendaires** à compter de la date de notification de l'ordre de service. Toutefois, le niveau d'effort de la prestation ne saurait excéder **soixante (60) hommes/jours** y compris celui d'un consultant assistant s'il y'a lieu.

IX. Critères de sélection

La procédure de sélection consistera à retenir le consultant le plus expérimenté dans la conduite des études dans la conception et la mise en place d'applications informatiques réalisées sur Excel et à l'inviter à faire une proposition technique et financière, puis à négocier le contrat.

X. Dossier de candidature

Les manifestations d'intérêt sont composées comme suit :

- la lettre de manifestation d'intérêt adressée à Monsieur le Coordonnateur du Projet NEER-TAMBA ;
- un Curriculum vitae daté et signé mettant en exergue les expériences spécifiques ;
- La copie du diplôme requis ;
- les preuves de références similaires.

N.B : les manifestations d'intérêts seront déposées sous pli fermé comportant la mention « ***manifestation d'intérêt pour l'accompagnement du Projet NEER-TAMBA à la création d'une base de données unique pour le Projet*** ».

XI. Lieu de tenue de l'atelier de validation et participants

L'atelier de validation se tiendra à **Ouagadougou** et regroupera environ **cinquante (50) participants**.

NB : Nonobstant les honoraires du consultant individuel (et de son assistant, le cas échéant), **la proposition financière du consultant** prendra en compte ses perdiems, ainsi que les autres frais remboursables **excepté la location de la salle et la restauration des participants**.